

Limoges, le 28 janvier 2025

LA PRESIDENTE

Direction générale

Affaire suivie par : Clara PEYNAUD
Françoise COUTY
Caroline FRITZ

Mesdames et Messieurs les Maires
Mesdames les Présidentes
Messieurs les Présidents

Objet : Protection sociale complémentaire (PSC) – volet santé
Réforme et démarche engagée par le CDG 87

Mesdames, Messieurs les Maires,
Mesdames, Messieurs les Président(e)s,

La réforme de la protection sociale complémentaire est un véritable enjeu pour la fonction publique territoriale en ce qu'elle améliore la couverture sociale complémentaire et contribue, ainsi, à l'attractivité de notre secteur.

Annoncée par la loi n°2019-828 du 6 août 2019 puis instaurée par l'ordonnance n°2021-175, la réforme de la protection sociale complémentaire redéfinit la participation de l'employeur aux financements des garanties de la protection sociale complémentaire de ses agents et les conditions ou de souscription.

A titre de rappel, la protection sociale complémentaire se décline en deux volets :

- Le **volet prévoyance** déployé au 1^{er} janvier 2025 dont l'objet est de maintenir la rémunération des agents dans le cadre d'une incapacité temporaire de travail, d'une invalidité, d'incapacité ou de décès.

Le **volet santé** à mettre en œuvre au **1^{er} janvier 2026** ayant pour but de couvrir les frais liés à l'indisponibilité physique (maladie, accident) ou à la maternité y compris pour les agents retraités*.

*cf Foire Aux Questions : [accessible ici](#)

Au même titre que la prévoyance, **les employeurs publics territoriaux sont tenus de contribuer de manière obligatoire au financement des garanties d'assurance** de la protection sociale complémentaire (PSC) souscrites par leurs agents pour couvrir les risques liés à la santé.

À partir du **1^{er} janvier 2026**, cette contribution au volet SANTE sera obligatoire et s'élèvera à un montant minimum de **15€ mensuel brut par agent (soit 180 € par an)**.

Tout comme la PSC Prévoyance, la participation de l'employeur sera versée aux agents entrant dans le mode de contractualisation choisi par l'employeur :

- **Soit via un contrat collectif d'assurance à adhésion facultative pour les agents**, souscrit dans le cadre d'une « convention de participation » conclue via le CDG87, à l'issue d'un appel à concurrence. En effet, l'article L.827-7 du Code général de la fonction publique rend obligatoire pour les Centres de gestion la conclusion de conventions de participation en matière de prévoyance pour le compte des collectivités qui le souhaitent.
- **Soit via une convention de participation conclue directement par l'employeur** ayant un caractère d'adhésion facultative pour les agents et toujours après appel à concurrence
- Soit via la labellisation par un **contrat individuel au choix de l'agent**.

Pour cette mise en place, le déroulement des travaux est prévu comme indiqué dans le schéma annexé au présent courrier intitulé : « les étapes de la démarche »

Pour participer à cet appel à concurrence, vous devez nous retourner **au format électronique** :

- **Le fichier des statistiques**
- **La lettre d'intention de rejoindre la démarche du CDG 87** dûment complétée et signée

Impératif au plus tard le : 21/02/2025 à l'adresse suivante : psc@cdg87.fr

- **La délibération** de votre assemblée ou de votre conseil confirmant votre intention de rejoindre la procédure engagée par le CDG 87 et donnant mandat au CDG 87 pour les démarches inhérentes.

Des modèles de documents sont disponibles sur le site du Centre de Gestion à l'adresse suivante : <https://www.cdg87.fr/actualites.php?num=184>

Le CDG 87 organisera des réunions d'information dans le courant du mois de mars 2025 afin de vous présenter les garanties soumises aux réponses des assureurs, vous accompagner au mieux dans cette procédure et répondre à vos éventuelles questions.

Bien, entendu, l'équipe du CDG 87 reste à votre disposition pour tout complément.

Clara PEYNAUD : psc@cdg87.fr et/ou 06 30 07 88 52
Françoise COUTY : francoise.couty@cdg87.fr et/ou 05 55 30 08 40
Caroline FRITZ : caroline.fritz@cdg87.fr et/ou 05 55 30 08 40

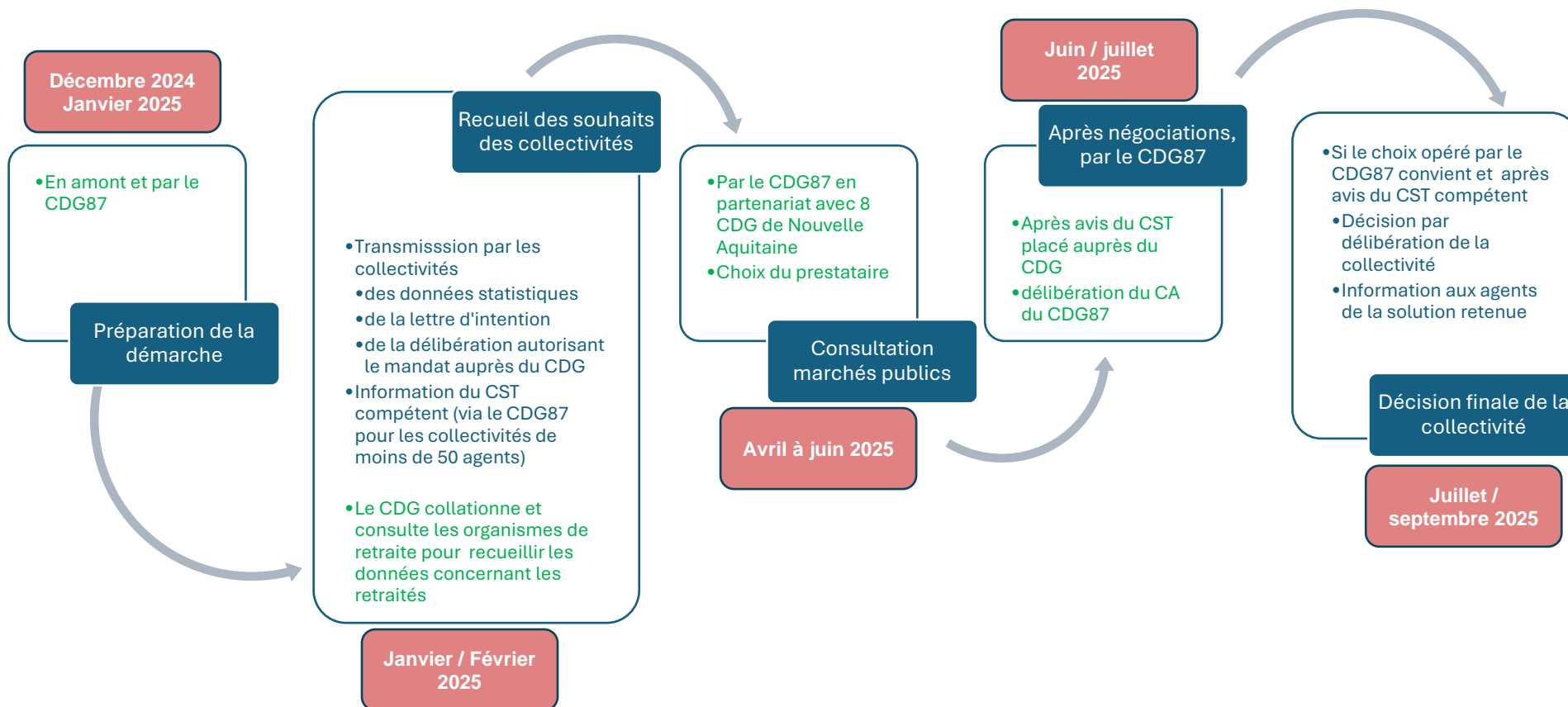
Je vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs les Maires et Président(e)s, mes sincères salutations.

La Présidente,



Sylvie ACHARD

Les étapes de la démarche :



Légende :

- Texte en bleu : Étapes des collectivités
- Texte en vert : Étapes du Centre de Gestion